



Le tourisme post-Covid-19 : perspectives à l'horizon 2021

Vers un tourisme raisonné ?

22 mai 2020

*Jean-Michel Blanc**

*Enseignant à l'Institut de recherche et d'études supérieures du tourisme (IREST) Paris 1-Panthéon Sorbonne, administrateur AIDA-IREST (Association internationale des amis de l'IREST), ancien directeur de SPOT (Système permanent d'observation du tourisme) Auvergne,
Prospective pour un acteur majeur du tourisme social.

N.B. : la présente publication et les analyses qu'elle renferme n'engagent que leur auteur à titre personnel.

Sommaire

1. Tourisme, de quoi parle-t-on ?	3
2. Tourisme : quels sont les acteurs touchés par la crise du Covid-19 ?	3
3. Les conséquences économiques à court et moyen termes d'un ralentissement du tourisme.....	4
4. Les conséquences sur l'emploi et l'organisation sociale d'un fort ralentissement du tourisme en 2020.....	7
5. La déclinaison des scénarios globaux Futuribles dans les principaux écosystèmes du tourisme	8
<i>Quid</i> de la demande touristique ?.....	8
Scénario 1 - Vers le tourisme de proximité.....	9
Scénario 2 - Vers un tourisme « domestique »	12
Scénario 3 - Le tourisme <i>stop and go</i>	16
Choc extrême	18
Sources.....	19

La crise sanitaire sans précédent liée à l'épidémie de Covid-19 qui a conduit à mettre en confinement plus de la moitié de l'humanité s'est propagée à une vitesse proportionnelle au flux de voyageurs circulants dans le monde, et cela, selon une géographie étroitement corrélée aux statistiques du classement des destinations touristiques mondiales. Qui dit confinement dit aucune mobilité, et donc pas de tourisme, afin de limiter la circulation et le développement de la pandémie. Ainsi, dans le monde entier, un pan majeur de l'activité des hommes, un pan de l'économie, un pan des échanges et des rencontres, est à l'arrêt sans aucune visibilité sur une date de redémarrage et encore moins sur les conditions de ce redémarrage. Mais qui en sont les acteurs ? Quelles sont les victimes immédiates de cette interruption contrainte de la circulation des hommes ? Quelles sont les conséquences économiques et sociales à court et moyen termes ? Et enfin, quels sont les futurs possibles pour le tourisme ?

1. Tourisme, de quoi parle-t-on ?

L'Organisation mondiale du tourisme (OMT) définit le tourisme comme « les activités déployées par les personnes au cours de leurs voyages et de leurs séjours dans les lieux situés en dehors de leur environnement habituel pour une période consécutive qui ne dépasse pas une année, à des fins de loisirs, pour affaires et autres motifs ». Tous les voyageurs concernés par le tourisme sont appelés visiteurs. On distingue deux catégories de visiteurs : les touristes, qui passent au moins une nuit (et moins d'un an) hors de leur environnement habituel, et les excursionnistes, qui ne passent pas de nuit hors de leur environnement habituel. Ainsi, toute personne qui quitte son domicile principal, emprunte un mode de transport pour se rendre dans un lieu où il va passer au moins une nuit, quel que soit le motif de son déplacement, personnel ou professionnel, est un touriste, résident temporaire du territoire où est implanté son hébergement, où il va vivre, consommer et séjourner localement. Le tourisme ainsi défini met donc en mouvement plusieurs chaînes d'acteurs.

2. Tourisme : quels sont les acteurs touchés par la crise du Covid-19 ?

Lorsqu'on évoque le tourisme, on pense spontanément aux acteurs de l'hébergement : hôtels, campings, meublés et villages de vacances, chambres d'hôtes et auberges de jeunesse, etc. On pense également aux bars et à la restauration sous toutes ses formes. On imagine aussi les acteurs du transport (terrestre ou aérien) et leurs fournisseurs (constructeurs et loueurs de moyens de transport), les acteurs des circuits de distribution, plates-formes ou agences de voyages, tour-opérateurs, sans oublier les acteurs de la promotion (entreprises ou institutionnels des territoires) qui, entre autres actions, éditent des supports de communication. Mais l'écosystème du tourisme est bien plus riche. On ne peut oublier les acteurs des activités sportives, des loisirs, de la gestion du patrimoine naturel et culturel, des lieux de fête diurnes et nocturnes, de l'organisation d'événements, du thermalisme, des croisières, mais aussi, des acteurs discrets du territoire d'accueil, saisonniers et intermittents, artisans d'art, paysans du terroir, guides conférenciers interprètes, etc., et pour chacune de ces familles d'acteurs, l'ensemble de leurs fournisseurs et partenaires. Il faut également penser à tout l'environnement du tourisme d'affaires naturellement. Ainsi, on aurait presque fait le tour de la question, mais la définition est plus large que le tourisme marchand : impossible de négliger la part que représentent les résidences secondaires dans le monde et en France — en France, les statistiques de la Direction générale des entreprises (DGE) indiquent que chaque année, plus de 8 % des voyages pour motifs personnels des Français sont réalisés en résidence secondaire. Ainsi, les

jardineries et magasins de bricolage, artisans plombiers ou chauffagistes, cuisinistes, etc., seraient donc également concernés. Enfin, pour en finir avec cette définition officielle inaltérable du tourisme, peut-être serait-il dommage de ne pas évoquer également ce qui constitue en France, selon l'enquête SDT (suivi de la demande touristique des Français) réalisée par la DGE, quasiment la moitié des voyages chaque année : les séjours dans la famille et chez les amis. Car, si ceux-ci relèvent du tourisme non marchand, ils participent cependant significativement à la vie économique et culturelle des territoires d'accueil et au bénéfice des commerces locaux. Les victimes immédiates de l'interruption contrainte de circulation sont donc significativement plus nombreuses que les seuls grands opérateurs du tourisme généralement identifiés comme tels. Il sera utile de distinguer clairement les acteurs d'accueil (*incoming*), et les acteurs des voyages vers l'étranger (*outgoing*), pour lesquels la crise ne devrait pas avoir les mêmes effets de moyen et long termes, selon les pays.

Cet impact est d'autant plus violent lorsqu'il concerne des territoires où le taux de fonction touristique est élevé (rapport entre le nombre total de lits touristiques et la population résidente à l'année). En effet, la capacité d'accueil en nombre de lits touristiques marchands n'est pas un indicateur suffisant car il ne permet pas d'apprécier le poids relatif que représente l'apport du tourisme sur le territoire concerné. Certains territoires touristiques ruraux, mais aussi certaines destinations qui ne vivent que de l'apport du tourisme souffrent bien davantage que des grandes villes en valeur relative. Rappelons que cet impact est évidemment économique, mais également social sur toutes les dimensions de la rencontre entre visiteurs et visités. Voilà donc les touristes confinés, et la machine économique et sociale du tourisme international à l'arrêt, celle-là même que chacun aura rapidement identifiée comme coupable de la diffusion initiale planétaire de la pandémie.

3. Les conséquences économiques à court et moyen termes d'un ralentissement du tourisme

[L'OMT affirme que le tourisme est le secteur le plus touché par la crise du Covid-19](#), et préconise d'inclure le tourisme en tant que priorité dans les futurs efforts de redressement. L'institution estime que les arrivées de touristes internationaux dans le monde pourraient, dans le pire des scénarios, être en baisse de 20 % à 30 %, et se traduire par une perte de recettes du tourisme international de 300 à 450 milliards de dollars US, soit un tiers des 1 500 milliards de dollars US générés à l'échelle mondiale ces dernières années.

Mais, cette approche est-elle bien suffisante pour rendre compte des conséquences réelles de la crise sur le tourisme et ses impacts directs, indirects et induits, économiques, mais aussi sociaux ?

Que dit la statistique internationale ? D'après les estimations de l'OMT, en 2018, les arrivées de touristes internationaux ont augmenté de 6 % à l'échelle mondiale pour se situer à 1,4 milliard. C'est nettement plus que le taux de croissance de l'économie mondiale la même année. « La croissance du tourisme observée ces dernières années confirme que le secteur est, aujourd'hui, l'un des moteurs les plus puissants de la croissance économique et du développement », [a déclaré le secrétaire général de l'OMT, Zurab Pololikashvili](#). Le nombre de voyageurs internationaux est plus de deux fois supérieur à celui enregistré en 2000, 18 ans plus tôt. Les projections pour les années futures étaient installées dans une routine de progression de 3 % à 5 % par an.

Mais que disent ces chiffres ? Il s'agit en fait uniquement des flux entre pays. Il faut avoir conscience qu'ils sont loin de décrire la réalité de l'activité touristique dans le monde. L'explosion des flux internationaux observés depuis les dernières décennies indique que les voyageurs traversent de plus en plus les frontières, et vont de plus en plus loin. Mais nul ne peut dire ce qu'il en est de la progression totale du tourisme mondial, car si les données présentées par l'OMT représentent les échanges internationaux, elles ne comportent toutefois pas les chiffres du tourisme domestique, alors que celui-ci constitue une part significative de l'activité touristique globale. Malheureusement, l'outillage statistique d'un grand nombre de pays ne rend pas compte de ce phénomène.

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) confirme le poids important du tourisme international dans les différents pays, mais pointe également l'importance majeure du tourisme domestique en soulignant qu'il jouera un rôle primordial dans la dynamique de sortie de crise.

Prenons au hasard le cas de la première destination touristique mondiale désignée par l'OMT : la France. Quelle est donc la part de ce tourisme international dans l'économie touristique hexagonale ? Reprenons la route de la statistique publique souvent décriée alors qu'elle fournit pourtant quelques bons indices.

La France a accueilli 89 millions de voyageurs internationaux en 2018, devant l'Espagne, les États-Unis, la Chine et l'Italie, pour le nombre d'arrivées, dans les tableaux de l'OMT. Dans le même temps, les Français réalisent plus de 220 millions de voyages par an, dont 87 % environ ont lieu en France. Ainsi, [ce sont au total 280 millions de voyageurs \(français ou étrangers\) qui ont posé leurs valises pour au moins une nuit quelque part en France](#). Mais le nombre d'arrivées n'est qu'un indicateur, et n'est pas le plus parlant, pour traiter du phénomène touristique. Il faut naturellement prendre en compte la durée des voyages, pour mesurer le volume de nuitées réalisées. La durée moyenne de voyage en France pour les Français est inférieure à 5 nuitées (autour de 4,8 selon les années), tandis que les visiteurs étrangers séjournent en moyenne 6,7 nuitées selon la DGE et la Banque de France. Au total, ce sont quasiment 1,5 milliard de nuitées qui sont réalisées en France par les résidents français ou les visiteurs étrangers. Ainsi, le tourisme représente l'équivalent d'un apport de population permanente de plus de 4,2 millions d'habitants en France, résidents hors de leur résidence principale sur une année entière. Sur le plan économique, les comptes satellites du tourisme fournissent les repères utiles et indiquent que la consommation touristique représente sur une année 168 milliards d'euros (encadré ci-après), dont 64 milliards provenant des dépenses des clientèles étrangères.

[Au 30 mars 2020, l'OCDE estime que la crise du Covid-19 produira une baisse de 45 % du tourisme international](#), dans le cas d'un début de reprise en juillet, voire de 70 % dans le cas d'un prolongement de crise sanitaire jusqu'en septembre. Elle annonce également un impact sur le tourisme domestique : pour les pays de l'OCDE, l'activité touristique contribue globalement à 4,4 % du produit intérieur brut (PIB) et représente 6,9 % des emplois (jusqu'à 11,8 % du PIB et 13,5 % des emplois en Espagne).

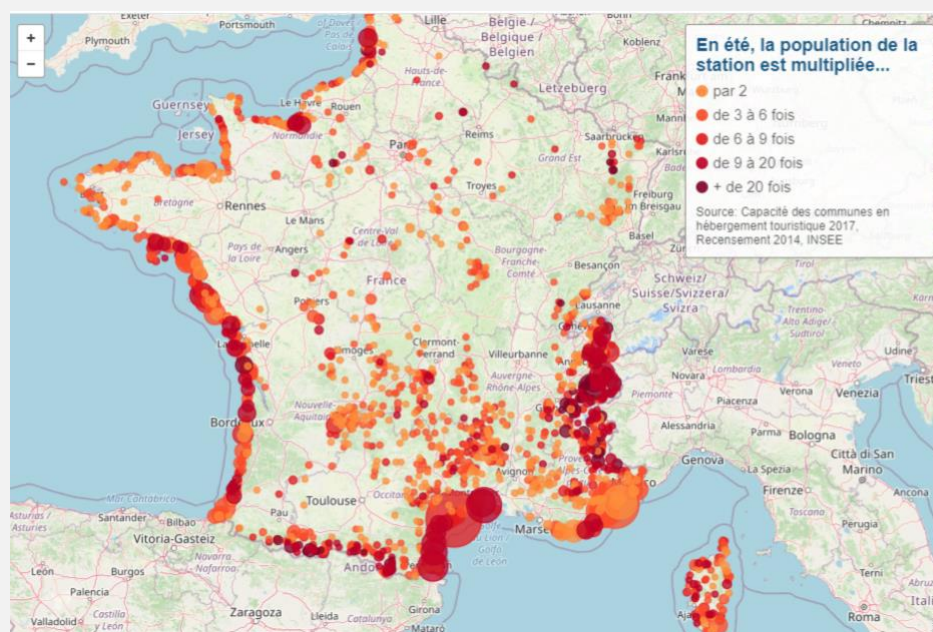
Mais comme l'indique l'OMT à propos du tourisme international, toute évaluation de l'impact, sur le secteur du tourisme, de cette crise sans équivalent, est vite prise de vitesse par la réalité très changeante.

Encadré 1. Le tourisme en France, un moteur pour l'emploi

La DGE, dans les comptes satellites du tourisme, décompose la consommation touristique (168 milliards d'euros en 2017) selon les principaux postes de dépenses. L'ensemble des hébergements touristiques marchands (hôtels, campings, villages de vacances, locations...) réalisent ainsi un chiffre d'affaires total de 32,1 milliards d'euros par an, soit moins de 20 % de l'apport de l'activité touristique, légèrement supérieur aux transports non urbains (31 milliards d'euros). Restaurants et cafés enregistrent un chiffre d'affaires annuel de 16,7 milliards d'euros. Pour les activités culturelles, sportives et de loisirs, il s'élève à presque 10 milliards d'euros, voyagistes et agences de voyage concentrent un peu plus de 8 milliards d'euros de chiffre d'affaires annuel. Mais, près de la moitié de la consommation touristique est orientée vers les commerces alimentaires, péage, carburant, transports locaux, *shopping* et vers d'autres dépenses liées aux hébergements non marchands (séjours en résidence secondaire ou chez des parents, amis...).

L'INSEE, avec les statistiques annuelles des entreprises, dénombre pour l'année 2016 quasiment 1,27 million de salariés au 31 décembre dans l'ensemble des seuls secteurs « d'activités caractéristiques du tourisme » (c'est-à-dire 8 % du total des salariés en France à cette date). Toutefois, ce concept statistique ambigu comporte notamment les débits de boissons, mais ne permet pas d'intégrer les commerces pour *shopping* et dépenses alimentaires ou transports locaux, qui totalisent pourtant 20 milliards d'euros de recettes en termes de consommation touristique. Autre fragilité statistique difficile à résorber : le tourisme est une activité à forte saisonnalité (notamment estivale) : ainsi, l'effectif au 31 décembre est nettement inférieur à la réalité du 31 juillet. On observera alors un autre indicateur qui dénombre 1,13 million de salariés équivalents temps plein. Ainsi, il faut par exemple quatre saisonniers employés trois mois pour représenter un équivalent temps plein annuel. [Dans son rapport sur le poids économique et social du tourisme en France réalisé en 2010](#), le Conseil national du tourisme (CNT) offre une analyse sur les caractéristiques de l'emploi touristique pour en souligner à la fois l'importance et les particularités (des centaines de métiers différents). Il est « caractérisé par une forte saisonnalité et un faible niveau de qualification et de rémunération. Par nature, c'est un secteur de service fortement créateur d'emplois. Par le faible niveau de formation exigé à l'entrée dans la plupart des emplois, il est un remarquable secteur d'intégration de jeunes en échec scolaire ou professionnel, mais la tendance est à l'augmentation des qualifications des personnels avec accroissement des diplômés de l'enseignement supérieur. »

Taux de fonction touristique en France



N.B. : la légende de la carte devrait être « en été, la population de la commune est POTENTIELLEMENT multipliée par... » car la capacité n'est pas la fréquentation.

Source : Capacité des communes en hébergement touristique 2017, Recensement 2014, INSEE.

4. Les conséquences sur l'emploi et l'organisation sociale d'un fort ralentissement du tourisme en 2020

L'OCDE souligne que le tourisme stimule le développement régional ainsi que de nombreuses communautés locales, et soutient fortement de nombreux types d'emplois et d'entreprises.

Pour la France, sur le plan social, difficile de s'en tenir aux tableaux de l'INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques) sur l'emploi salarié au regard de l'inextricable complexité d'un secteur qui combine les saisonnalités et ses saisonniers, la microentreprise et le secteur informel, les intermittents, l'agritourisme, etc., autant de particularismes que la statistique peine à mesurer, mais qui pèsent toutefois un poids considérable dans un tissu social où l'activité touristique remplit aussi fortement une fonction de lien social et d'apport de revenus indispensables, d'intégrateur sur le marché du travail, etc.

S'agissant des effets économiques d'une mise à l'arrêt du secteur touristique, il faut intégrer que par nature, cette activité particulière fortement mobilisatrice de ressources humaines, se traduit par un fort effet multiplicateur sur les territoires d'accueil (selon le modèle inspiré de Keynes : « Une variation de la demande globale entraîne une variation plus que proportionnelle du revenu global »). En effet, l'activité touristique génère des effets économiques directs et indirects considérables, mais aussi des effets induits, par la mobilisation des chaînes d'acteurs et la redistribution locale des revenus enregistrés, dont une partie est consommée localement auprès d'acteurs qui, à leur tour, consommeront localement, etc.

S'agissant des effets sociaux, il faut se rapporter aux multiples fonctions sociales que remplit le phénomène touristique notamment dans l'animation des territoires, les occasions de rencontres d'autres cultures, d'autres traditions, etc. [Dans le rapport sur le poids économique et social du tourisme de 2010](#), le CNT rappelle également que « le tourisme est un facteur d'équilibre individuel (le temps des vacances) et un facteur d'équilibre social ». Ces dimensions pourtant essentielles sur le plan sociétal, sont malheureusement notablement oubliées dans les approches comptables de nombre d'observateurs, car plus difficiles à quantifier.

Combinant les approches économiques et sociales, il faut rappeler que le développement touristique est, partout dans le monde, fréquemment considéré comme structurant pour les territoires d'accueil. Son interruption, en fonction de la durée, sera par conséquent potentiellement profondément déstructurante pour les territoires concernés.

Au final, pour appréhender la réalité des conséquences économiques et sociales de court terme, il faut pouvoir tenir compte du rythme de la saisonnalité des flux, analyser la période de gel d'activité liée au confinement, et apprécier les différents scénarios de reprise et ses modalités envisageables selon le rythme de levée des obstacles à la libre circulation dans le monde et dans chaque pays. À ce jour, n'ayant que des éléments fragmentaires et fortement fluctuants sur les évolutions concernant le droit de circuler, on peut se livrer à l'évaluation de plusieurs scénarios de court et moyen termes. Il faudra ensuite se projeter sur un avenir de moyen terme pour décliner les scénarios de sortie de crise sanitaire et appréhender leur traduction sur le phénomène touristique : évolution de l'offre, avec la disparition de nombreux acteurs, la concentration d'autres opérateurs, avec une vraisemblable polarisation entre des grands groupes qui se consolident et des petits acteurs qui survivent, mais aussi évolution de la demande, avec les bouleversements de comportements de la population mondiale, européenne, française, sous le choc de la sortie de confinement. Il faut préciser que les acteurs mentionnés précédemment

seront confrontés à des évolutions très différentes selon leur degré de dépendance à l'évolution du tourisme international, du tourisme d'affaires, du tourisme domestique et de loisirs, de l'activité de séjours individuels ou en groupe. L'analyse macroéconomique et l'approche sociétale de la sortie de crise impliquent de tenir compte de la diversité du phénomène touristique et des rythmes différents selon les formes de tourisme abordées. Autre paramètre à intégrer : les crises économiques, sociales et politiques peuvent se traduire par des fermetures durables de certaines frontières, et par la cristallisation du rejet du touriste par une proportion significative de la population sur certains territoires, notamment parmi ceux déjà exposés à un surtourisme néfaste.

Enfin, rappelons que le tourisme, tel que défini par l'OMT, concerne les touristes (qui dorment hors de leur résidence principale), mais également les excursionnistes, qui sortent de leur quotidien sur une journée : ces derniers pourraient former demain la principale source de survie des activités liées au tourisme.

La capacité et la volonté des États à intervenir en soutien aux acteurs les plus exposés de tout l'écosystème touristique, mais aussi en accompagnement social auprès des populations résidentes, joueront un rôle majeur dans la possibilité de dépasser le choc et de reconstituer une fonction touristique structurante dans de nombreux territoires. Beaucoup veulent voir dans les actions à mettre en œuvre pour la survie et la sortie de crise une opportunité pour permettre de changer de modèle de tourisme, renforçant la dimension sociale de ce qui est et restera un facteur de paix et d'ouverture aux autres dans un monde en mutation, intégrant les principes du développement durable sur la préservation des biens communs et le respect des équilibres fragiles ; une crise qui pourrait ouvrir une période de tourisme « raisonné » ?

5. La déclinaison des scénarios globaux Futuribles dans les principaux écosystèmes du tourisme

Quid de la demande touristique ?

Une demande latente de séjours de vacances existe pour l'été 2020 en France : au terme des phases de confinement, les populations aspirent à quitter leur univers quotidien pour quelques jours, mais avec des exigences très élevées, renonçant massivement aux voyages à l'étranger, évitant les foules et recherchant la sécurité sanitaire, avec un besoin de nature et culture, mais aussi d'activités sportives douces. Le besoin de convivialité retrouvée est atténué par les inquiétudes sanitaires fortes qui demeurent. La question des temps de vacances des enfants reste majeure. Pour les entreprises, l'activité « affaires » est conditionnée à la violence du choc économique subi, mais les nouvelles habitudes numériques réduisent significativement et durablement la demande de déplacements. Sur le front de l'événement, ce sont les contraintes sanitaires qui dictent les dates de report.

Ce sont donc bien principalement sur les conditions sanitaires et les modalités de liberté de circulation que se jouent les scénarios du tourisme de demain. Ci-dessous, une première version provisoire de quatre approches en déclinaison des scénarios globaux réalisés par Futuribles sont proposées : un tourisme réduit à la proximité, un nouveau tourisme « domestiqué », un tourisme exposé au *stop and go* et, enfin, un choc extrême. Pour chacun, l'exercice se limite aux 18 prochains mois, et nécessitera des adaptations au fil des annonces sanitaires et politiques.

Les essais de scénarios ci-dessous ont été établis à partir des scénarios globaux proposés par Futuribles dans son document de travail [« Crise du Covid-19 : scénarios à l'horizon fin 2021 »](#).

On pourra noter que deux scénarios assez différents proposés par les analystes de Futuribles (« Sur le fil du rasoir » et « Cohésion internationale ») se traduisent tous deux par des déclinaisons malgré tout assez semblables dans le domaine du tourisme (« Vers le tourisme de proximité » et « Vers un tourisme domestique »). Ils aboutissent dans les deux cas à des conséquences assez sombres pour de nombreux acteurs des différentes filières liées au tourisme en 2020 et 2021. Il faut prolonger l'exercice de prospective sur les années 2022-2023 pour observer une évolution significativement plus favorable issue du scénario décliné de « cohésion internationale ».

Scénario 1 - Vers le tourisme de proximité

(Déclinaison du scénario Futuribles « Sur le fil du rasoir » qui décrit la situation sanitaire suivante : une épidémie ralentie à l'automne 2020 et la mise en place de stratégies ciblées jusqu'à l'été 2021.)

Résumé : sur le long terme, le secteur du tourisme international est totalement à l'arrêt, et le tourisme domestique est très fortement contraint, dans l'attente de l'arrivée de tests et traitements efficaces et accessibles partout, et sous les exigences sanitaires drastiques imposées par les États.

- **Le tourisme international** est réduit durablement à un niveau d'activité marginal en raison de la fermeture des frontières, qui se prolonge au fil des mois, dans l'attente de l'arrivée de tests et traitements efficaces et accessibles partout, éventuellement à l'horizon de fin 2021. À partir de la fin d'année 2020, et au cours de l'année 2021, de faibles échanges entre pays frontaliers reprennent dans certaines régions du monde. Toute la chaîne d'acteurs impliqués est fortement affectée par le gel des déplacements : aérien (y compris industrie aéronautique, et activités de sous-traitance), tour-opérateurs et agences de voyages, etc., sont sinistrés avec d'innombrables défaillances d'entreprises en cascade. Les destinations à forte dépendance au tourisme international qui sont situées dans des pays à faible potentiel de tourisme domestique sont sinistrées. Les autres se tournent vers la clientèle locale pour atténuer le choc. C'est le cas de la France, où certains acteurs réceptifs peuvent amortir la perte de clientèles étrangères car ils parviennent à s'adapter aux restrictions sanitaires qui s'imposent à une grande partie du secteur. En revanche, les acteurs de l'*outgoing* (agences de voyages, etc.) sont en très grande difficulté. Certains parviennent à préserver une activité qui se limite à de rares séjours très haut de gamme, et d'autres se recentrent en proposant une offre estampillée « France ».

Les projets successifs de relance envisagés se heurtent aux contraintes sanitaires qui demeurent très élevées dans la plupart des territoires touristiques sous-équipés en infrastructures de santé (dimensionnées pour la seule population résidente), ainsi qu'aux multiples protocoles de mise en quarantaine des voyageurs dans de nombreux pays.

- **Le tourisme domestique** se maintient sous contraintes sanitaires très fortes dans des logiques de proximité du domicile sur des formules basiques de location de logements, dépouillées de toutes formes d'activités collectives et d'espaces collectifs. L'hébergement non marchand (résidences secondaires et accueil chez les parents ou

amis) n'est possible que sous contraintes strictes, limitant notamment les visites aux anciens.

- **Bars et restaurants** sont confrontés à des arbitrages différents selon les pays et leur situation sanitaire. Dans les pays les plus coercitifs, sur certains territoires touristiques, on ne compte pas le nombre de disparitions d'entreprises, en raison de protocoles sanitaires très lourds réduisant les capacités d'accueil et générant des surcoûts d'exploitation. Ces fermetures contribuent à assécher la vitalité et l'attractivité de ces destinations. À l'inverse, dans les pôles urbains, les formules « à emporter » ou « livrées à domicile » permettent aux plus agiles de trouver de nouveaux débouchés.
- De même, dans de nombreux pays, notamment en France, **les activités sport / culture / loisirs** (diurnes et nocturnes) sont en grande partie sinistrées, hormis certains acteurs qui parviennent à réinventer leur modèle en intégrant pleinement de nouveaux usages numériques (visites virtuelles, *coach* à distance...).
- **Les dispositifs publics d'accompagnement** (tels que les PGE, prêts garantis par l'État, en France) ne font que reporter les échéances fatales en accentuant le niveau d'endettement d'acteurs intermédiaires fragiles, tandis que les grands groupes hôteliers accèdent à d'autres formes de financement proposées par des banques et investisseurs, encore confiants dans la robustesse des actifs immobiliers. Des fleurons de l'industrie touristique sont exposés aux appétits d'investisseurs lointains pariant sur une reprise de moyen terme.
- Certains acteurs majeurs tirent leur épingle du jeu en réalisant des levées de fonds considérables pour conforter leur position (places de marché de logements locatifs, gestionnaires de parcs de logements de villages-clubs, industriels de l'hôtellerie et de l'hôtellerie de plein air...) au prix d'une **révision radicale de la nature de leur offre**, dépouillée et avec une sécurité sanitaire maximale garantie par un label international. Mais une majorité d'acteurs est incapable de s'adapter, principalement parmi les entreprises de taille intermédiaire. Une part importante des acteurs de l'hôtellerie de plein air traditionnelle et des villages de vacances renonce à ouvrir à l'été 2020 devant l'accumulation des contraintes sanitaires qui pèsent en particulier sur la restauration collective et les lieux d'animation. Les difficultés de trésorerie accumulées au second semestre 2020 seront fatales à une majorité d'entre eux. Les résidences de tourisme et une faible partie des petits acteurs du locatif en meublés, gîtes et chambres d'hôtes s'en sortent un peu mieux en mettant en place de fortes exigences en termes de normes sanitaires et grâce à une taille critique qui leur permet de survivre.
- **Le tourisme d'affaires** ne reprend qu'en activité marginale à l'automne 2020, et l'activité MICE (*meetings, incentives, conferencing, exhibitions*) est très fortement touchée, générant également des défaillances en cascade, voire une recomposition du paysage avec des regroupements et rachats opportunistes. L'hôtellerie haut de gamme est la plus exposée au risque, cumulant les tensions sur les budgets des clientèles « affaires », les reports d'événements, la baisse des activités internationales. L'hôtellerie d'entrée et milieu de gamme résiste un peu mieux.

- **Les activités de tourisme de groupes** subissent la même évolution : pour les autocaristes, notamment, l'application de conditions sanitaires exigeantes conduit la plupart des entreprises du secteur parmi les plus dépendantes au tourisme (hors transport de scolaires) à déposer le bilan : les conditions ne sont pas réunies pour relancer les séjours de groupes, notamment avec les *seniors*, en septembre 2020.
- **Les acteurs du tourisme de santé et bien-être** subissent directement les recommandations de précaution qui concernent une part essentielle de leur clientèle traditionnelle et de leurs activités. Pour la plupart, ils réalisent une année blanche.
- En France, quelques **acteurs des colonies de vacances et de l'éducation populaire** parviennent à trouver un nouveau souffle à l'été 2020, créant les conditions de séjours courts de proximité permettant de maintenir une vie sociale. Certains acteurs privés intègrent au séjour une faible part d'appui scolaire. Mais une majorité des autres opérateurs sont mis en grande difficulté. On voit apparaître sur ce marché de nouveaux acteurs issus du soutien scolaire qui organisent une offre spécifique de séjours à vocation pédagogique.
- L'ensemble de ces évolutions sectorielles se traduit par des **effets démultipliés sur les territoires** les plus exposés en raison de la part importante du tourisme dans l'économie et la vie locale, accélérant et amplifiant les effets de la crise sur le chômage. Des départements et territoires à vocation touristique affirmée subissent ainsi une disparition massive de commerces de proximité, et la fermeture de services liés à l'écosystème touristique. Le phénomène est accentué dans les stations thermales et touristiques. Toutefois, des parcs naturels, orientés vers un tourisme diffus, bénéficient de l'engouement pour les destinations loin des foules en formule locative. Le maintien d'un tourisme non marchand (séjours chez les parents, amis, en résidence secondaire) sur certains territoires atténue les conséquences sur le tissu local.

Scénario 2 - Vers un tourisme « domestique »

(Déclinaison du scénario Futuribles « Cohésion internationale, pandémie maîtrisée, *New Green Deal* européen » qui décrit une pandémie contrôlée à l'automne 2020.)

Résumé : le tourisme international redémarre à plus ou moins long terme selon les conditions sanitaires et économiques mondiales. Certains pays restent fermés durablement. Dynamisme d'un tourisme domestique sous contrôle sanitaire.

• Tourisme international :

- Les activités touristiques (affaires et loisirs) entre pays frontaliers **reprennent très progressivement**, mais soumises à de nombreuses règles sanitaires qui contraignent les acteurs à s'adapter. Tous ne parviennent pas à créer les conditions de reprise, et une partie significative des opérateurs du tourisme international est sinistrée.
- Des flux touristiques régulés et modérés existent dès le mois de juillet 2020 avec certains pays d'Europe du Nord : des Néerlandais à la recherche des petits campings au vert, des Allemands dans des gîtes et chambres d'hôtes, ou hôtels ruraux de bon niveau, tandis que certains Français choisissent de découvrir l'Allemagne, la Slovénie, ou des pays nordiques où les conditions sanitaires sont adaptées et qui ont entrouvert leurs frontières sous contrôle strict. Les voyages se font uniquement en voiture individuelle, pour le bonheur des loueurs et le malheur des transporteurs (notamment aériens).
- À partir de l'automne 2020, et au cours de l'année 2021, les échanges entre pays frontaliers reprennent progressivement dans certaines régions du monde. Les échanges touristiques entre l'Europe et la plupart des pays africains, asiatiques, américains, demeurent considérablement réduits jusqu'au printemps 2021.
- Les associations du **tourisme équitable et solidaire, les acteurs de tourisme responsable**, et plus largement, les acteurs du tourisme durable attirent tous les regards. Les pratiques qu'ils ont mises en œuvre depuis des années contribuent à dessiner les bases d'une nouvelle norme de voyages à l'étranger qui va s'imposer à tous : engagement accentué dans des démarches sensiblement plus exigeantes de responsabilité sociale, environnementale et sanitaire, actions sur le comportement de voyageurs « citoyens du monde », adaptation des durées de séjour aux distances des voyages aériens, etc. Naturellement, cette évolution se traduit par une mise en difficulté de grands opérateurs spécialisés dans un tourisme de masse, qui peinent à retrouver un public malgré des politiques de prix agressives.
- Des opérateurs s'inspirent des pratiques développées par certains d'entre eux pour développer des voyages de rencontres et de découvertes en petits groupes en France.
- Une part importante de la chaîne d'acteurs impliqués par la crise connaît une **forte chute d'activité** : secteur aérien (y compris industrie aéronautique et activités de sous-traitance), tour-opérateurs et agences de voyages, croisières, etc., résistent mal. Les grands groupes parviennent à se restructurer, au prix d'une importante casse sociale.

- Des compagnies aériennes sont nationalisées (Italie...) ou bénéficient du soutien parfois massif de leur État, parfois assorti de contreparties vertueuses sur des critères environnementaux, sociaux et sanitaires, mais parmi les autres acteurs, on enregistre des défaillances nombreuses.
- Tous les acteurs de l'accueil et les territoires dont la vie locale et l'économie étaient étroitement liées au tourisme international doivent se tourner vers leur marché domestique pour promouvoir un **tourisme de proximité sous contrainte sanitaire forte**, avec des résultats très contrastés selon les pays, au regard de la situation économique globale de la population résidente. La France retrouve plus rapidement une partie de ses visiteurs européens en recherche de nature, soleil, et eaux de baignade.

• **Tourisme domestique :**

- Le tourisme domestique a passé l'été 2020 sous contraintes sanitaires importantes, mais les **activités touristiques d'automne demeurent condamnées** : saison traditionnelle des *seniors* et des groupes, ceux-ci sont très limités dans leurs déplacements.
- Une **majorité de bars et restaurants sont condamnés**, hormis ceux qui sont parvenus à adapter leurs conditions d'ouverture pour préserver une part d'activité régulée en plats à emporter ou en innovant avec une offre de services de proximité.
- Les **activités sport / culture / loisirs (diurnes et nocturnes) sont en grande partie sinistrées**, hormis certains acteurs qui parviennent à réinventer leur modèle en intégrant les usages numériques (visites virtuelles, *coach* à distance, etc.) ou qui ont pu composer de nouvelles offres en organisant des modalités de visites, de spectacles, de pratiques sportives, fortement régulées et aseptisées.
- Les premiers dispositifs publics d'accompagnement d'urgence (tels que les PGE en France) sont complétés de nouveaux dispositifs d'appui direct et indirect avec BPI France. **L'État, l'ensemble des acteurs publics et des entreprises se sont mobilisés** massivement dès l'automne 2020 pour que la relance intègre de véritables engagements de transition écologique et sociale, notamment dans l'écosystème touristique (avec la Banque des territoires).
- En lien avec les acteurs de l'action sociale, des politiques sociales de prise en charge d'une partie du coût des séjours pour des ménages en situation de grande fragilité, avec des vertus sanitaires et sociales qui contribuent à **renforcer l'activité d'acteurs d'hébergements spécialisés dans le lien social** (villages de vacances...) voient le jour. Le tourisme n'est pas simplement une activité génératrice de retombées financières pour les acteurs économiques, créatrice d'emplois, c'est également une activité profondément sociale qui permet de créer du lien entre les hommes, et de changer de cadre de vie pour une durée déterminée, fonction sanitaire vitale à la sortie d'une surcharge professionnelle ou d'un confinement contraint dans un logement inadapté. Sur la base du constat des coûts de la prévention par rapport aux traitements, les pouvoirs publics intègrent cette dimension rarement évoquée, et revisitent en profondeur la raison d'être de l'aide aux départs en vacances. De même, les organismes

sociaux de toute nature dont la raison d'être est tournée vers l'aide aux familles, mesurent les enjeux de société que recouvre l'accompagnement au départ en vacances des familles les plus exposées aux risques précédents. Pour mémoire, chaque année, environ 40 % des Français ne partent pas en vacances, dont une part significative pour raisons financières. Aucune étude ne permet de disposer des données sur les caractéristiques de la résidence principale des non-partants, qui permettrait de vérifier l'hypothèse intuitive selon laquelle ce sont ces ménages qui ont le plus durement subi le confinement, et ses conséquences sanitaires et sociales.

- Les **grands groupes hôteliers accèdent à différentes formes de financement** proposées par des banques et investisseurs, confiants quant à la robustesse des actifs immobiliers. Des fleurons de l'industrie touristique sont exposés aux appétits d'investisseurs lointains pariant sur une reprise de moyen terme.
- Des acteurs internationaux majeurs réalisent les levées de fonds considérables leur permettant de conforter leur position dominante (place de marché de logements locatifs, gestionnaires de parcs de logements de villages de vacances, industriels de l'hôtellerie et de l'hôtellerie de plein air).
- Globalement parmi les entreprises d'hébergement touristique, on dénombre des **défaillances d'entreprises parmi les opérateurs de taille intermédiaire** qui ne parviennent pas à adapter leur offre aux contraintes sanitaires. Ceux qui avaient déjà engagé une démarche d'écotourisme sont au contraire dans l'incapacité de répondre à la forte progression des demandes. Quelques projets écotouristiques innovants et ancrés sur le territoire voient le jour dans des destinations rurales.
- Une partie des acteurs de l'hôtellerie de plein air traditionnelle et des villages de vacances maintient une ouverture pour l'été 2020, parvenant à gérer les contraintes sanitaires. Les petits acteurs du locatif en meublés, gîtes, chambres d'hôtes réussissent leur saison d'été en mettant en place de fortes exigences sur les normes sanitaires et grâce à une taille critique qui leur permet de survivre.
- Le **tourisme d'affaires et l'activité liée aux événements sont très fortement touchés**, l'automne étant une saison importante. Les nombreuses restrictions limitent les activités, événements, et les déplacements professionnels sont revus à la baisse dans de nombreuses entreprises, ce qui génère des défaillances en cascade. L'hôtellerie haut de gamme est la plus exposée au risque, cumulant les tensions sur les budgets affaires, les reports d'événements, la chute des activités internationales. L'hôtellerie d'entrée et milieu de gamme résiste un peu mieux.
- Les activités de tourisme de groupes, autocaristes, etc., réalisent généralement une partie importante de leur activité en automne, mais les conditions sanitaires conduisent à de nombreuses restrictions : beaucoup d'opérateurs (parmi ceux qui n'ont pas de marchés publics de transport urbain ou scolaire) sont contraints à déposer le bilan, mais certains parviennent à développer de nouvelles offres destinées à de petits groupes sur des

séjours liés à la découverte du patrimoine de proximité, rencontre avec des paysans, des acteurs de l'écotourisme, etc.

- Les Français sont de plus en plus sensibles à des **formes douces de tourisme** qui étaient en phase émergente avant la crise. Le tourisme rural se renouvelle avec des acteurs qui sont parvenus à intégrer les nouvelles règles. En 2021, des innovations apparaissent avec de nouveaux concepts hôteliers hybrides, auberges de jeunesse, villages de vacances, campings, plus ancrés sur le territoire d'accueil comme lieux d'animation local. Ces innovations sont portées par des acteurs de l'économie sociale et solidaire, et des entrepreneurs éthiques qui s'engagent dans des projets de reprise d'établissements abandonnés avec l'appui de fonds éthiques (comme par exemple la Nouvelle économie fraternelle, Nef).
- Les stations thermales accélèrent leur mutation vers une forme de tourisme et loisirs de bien-être tournée vers des clientèles de proximité de toutes générations.
- **Les enfants redécouvrent les colonies de vacances et leurs vertus sociales** dans leur rôle d'éducation populaire. Certains acteurs des colonies de vacances sont parvenus à sauver l'été en créant les conditions de séjours courts de proximité permettant de maintenir une vie sociale sans renoncer à leur démarche d'éducation populaire. Moins affectés par le confinement d'automne, ils cherchent à préparer 2021 avec appréhension, en faisant évoluer leur modèle et en adressant une offre renforcée aux enseignants pour des séjours scolaires ouverts sur la découverte des ressources de proximité. Des séjours de soutien scolaire organisés par des entreprises privées tentent de s'imposer.
- Les **résidences secondaires voient également leur fréquentation progresser** pour des séjours de retrouvailles entre amis. Les Français, encore sous le choc de la crise de 2020 et frappés par le chômage, privilégient le retour dans les familles et chez les amis, privilégiant les nouvelles options de transport collectif proposées par la SNCF avec un impact carbone réduit.
- L'activité touristique rythme la vie de nombreux territoires, avec des effets démultipliés sur certains, accélérant et amplifiant les effets de la crise sur le chômage pour certains, ou dynamisant la reprise pour d'autres. **La géographie touristique est recomposée**, avec une bonne résistance des destinations rurales, montagne et moyenne montagne, avec une demande croissante, permettant un tourisme doux, loin des foules. Des territoires tels que certains parcs naturels régionaux ne disposent pas des capacités d'accueil suffisantes pour faire face à la demande en forte augmentation. À l'inverse, les stations thermales et touristiques ne retrouvent pas le niveau d'activité antérieur, coincées entre une offre qui peine à s'adapter aux nouvelles contraintes et attentes, et une demande qui évolue avec de nouvelles réticences à l'égard des destinations de tourisme de masse.
- Une analyse poussée des capacités sanitaires de certains territoires faiblement touchés par le Covid-19 permet d'autoriser, à l'automne 2020, les *seniors* à rejoindre leurs résidences secondaires, ou des centres de vacances avec hébergement adapté et en séjour

individuel, toujours avec des recommandations de circulation réduite, grâce à l'accès aux tests, mais avec un effet bénéfique sur leur moral et sur celui des territoires d'accueil.

Scénario 3 - Le tourisme stop and go

(Déclinaison du scénario Futuribles « La Grande Dépression » qui décrit la situation sanitaire suivante : une épidémie ralentie à l'automne 2020 et la mise en place de stratégies ciblées jusqu'à l'été 2021.)

Résumé : réinvention, renouvellement des offres touristiques. L'international reste limité aux pays voisins et à un tourisme de luxe qui se développe pour ceux qui peuvent payer des conditions sécurisées de voyage, dans un contexte où les prix des billets d'avion flambent.

Ce scénario prévoit de réitérer le confinement d'une partie de la population, de manière plus stricte et plus longue, fin août-début septembre, suivi de périodes alternant contraintes lourdes et libertés partielles, dans les différentes régions du globe concernées.

• Le tourisme international en France

- La succession de vagues de confinement partiel **anéantit toute initiative de voyages** à l'étranger devant les difficultés liées aux périodes de quarantaine, à la gestion des flux en aéroport (passeport santé, tests...), aux risques d'annulation intempestive, aux difficultés de rapatriement, etc.
- **Année blanche en 2020** pour les flux internationaux entre la France et le reste du monde, mais le risque demeure et l'année **2021** prend la même trajectoire en attendant les solutions médicales. Toute la chaîne d'acteurs impliqués est très fortement affectée par l'alternance des vagues de contraintes majeures : secteur aérien (y compris industrie aéronautique et activités de sous-traitance), tour-opérateurs et agences de voyages, croisières, etc., sont sinistrés avec d'innombrables défaillances d'entreprises.
- Les acteurs français de l'accueil qui sont les plus dépendants des échanges internationaux (hôtellerie haut de gamme, campings clubs, une partie de la Côte-d'Azur...) ne parviennent pas à compenser l'activité internationale par le tourisme domestique qui est également contraint par les vagues successives de confinement. **Les défaillances d'entreprises se succèdent chez les opérateurs de taille intermédiaire**, tandis que se distinguent parmi les grands groupes, ceux qui disposent d'une trésorerie suffisante pour attendre des jours meilleurs en 2021, ceux qui parviennent à lever des fonds pour affronter la crise, ceux qui sont victimes d'investisseurs étrangers à l'affût d'opportunités de moyen terme, et ceux qui optent pour des regroupements stratégiques.

• Le tourisme domestique

- Le tourisme domestique est également victime de l'alternance des phases de confinement qui connaissent des régulations géographiques limitant les flux inter-régionaux. Une **activité réduite se maintient sous contraintes sanitaires très fortes dans des logiques de proximité du domicile**. L'hébergement non marchand

(résidences secondaires et accueil chez les parents ou amis) n'est possible que sous contraintes géographiques strictes.

- **Bars et restaurants** sont exposés à l'alternance de leur activité, induisant des fermetures massives dans les régions les plus touchées.
- **Dans les activités de sport / culture / loisirs** (diurnes et nocturnes), le statut de « saisonnier sanitaire » est généralisé, ce qui limite l'activité à quelques mois dans l'année. Certains acteurs parviennent à réinventer leur modèle en intégrant pleinement de nouveaux usages numériques (visites virtuelles, *coach* à distance, etc.).
- **Les dispositifs publics d'accompagnement** (tels que les PGE en France) doivent être réinventés pour intégrer la récurrence de la cessation d'activité subie. Les grands groupes hôteliers accèdent à d'autres formes de financement proposées par des banques et investisseurs, qui conservent leur confiance selon la robustesse des actifs immobiliers. Des fleurons de l'industrie touristique sont exposés aux appétits d'investisseurs lointains pariant sur une reprise de moyen terme.
- **Les acteurs de l'hébergement à forte saisonnalité** parviennent à s'adapter à une activité alternée selon leur localisation et les phases de confinement. Une grande part des acteurs de l'hôtellerie de plein air et des villages de vacances, les résidences de tourisme et les petits acteurs du locatif en meublés, gîtes, chambres d'hôtes sauvent l'été 2020 au prix d'importantes adaptations aux normes sanitaires.
- **Le tourisme d'affaires** et l'activité MICE (liée aux événements, salons...) ne reprennent pas à l'automne 2020 en raison d'un nouveau confinement. Cette situation se traduit par des reports successifs sur les mois suivants, mais aussi par de grandes difficultés sociales chez de nombreux acteurs fournisseurs et prestataires de ces activités spécifiques.
- **Les activités de tourisme de groupes**, autocaristes, etc., sont mises à l'arrêt dans plusieurs régions par le retour du confinement géographique à la rentrée de septembre 2020, mais ne redécollent pas dans les autres régions, hormis pour des sorties de petits groupes en proximité. Les effets sur le secteur sont sans appel.
- **Les acteurs du tourisme de santé et bien-être** réalisent une année blanche devant l'impossibilité de réserver des séjours en l'absence de visibilité sur les vagues de confinement. Seules les activités répondant à des demandes de clientèles locales sont préservées.
- En France, quelques acteurs des **colonies de vacances et de l'éducation populaire** parviennent à trouver un nouveau souffle à l'été 2020, créant les conditions de séjours courts de proximité permettant de maintenir une vie sociale et intégrant, pour certaines, une faible part d'appui scolaire. Mais une majorité des autres opérateurs sont mis en grande difficulté. On voit apparaître sur ce marché de nouveaux acteurs issus du soutien scolaire qui organisent une offre spécifique de séjours à vocation pédagogique.

- La pratique d'une activité touristique est conditionnée au rythme des phases de confinement géographique, avec des conséquences désastreuses dans de nombreuses régions, mais **les territoires à vocation saisonnière** marquée parviennent à s'adapter grâce à la résilience d'un tourisme saisonnier de proximité. Ce sont principalement les villes qui souffrent des chutes enregistrées sur l'activité affaires et MICE, affectant l'hôtellerie et les centres d'affaires et d'événements qui sont durement pénalisés, et avec eux, toute la chaîne d'acteurs prestataires et fournisseurs. Des territoires ruraux, parcs naturels, espaces de montagne, certains littoraux bénéficient des séjours chez les parents et amis, ou en résidence secondaire, et deviennent la principale forme d'hébergement touristique en 2021. Le maintien du tourisme non marchand sous contraintes sur certains territoires atténue les conséquences économiques et sociales sur le tissu local.

Choc extrême

(Déclinaison du scénario Futuribles « Vers un âge obscur » qui décrit une pandémie mondiale installée dans la durée.)

Un microscénario de référence Futuribles envisage une crise systémique économique et financière qui se prolonge, avec des effets majeurs sur l'ensemble de l'économie. Le tourisme est le premier secteur touché par la crise, mais son extension à tous les secteurs ne fait qu'accentuer la situation. On assiste à l'effondrement de l'hôtellerie, du tourisme en général, de la restauration, de la culture, de nombreuses activités sportives. Les États sont dépassés, ayant orienté leurs interventions vers les secteurs jugés essentiels (réseaux, santé, agroalimentaire...), oubliant le caractère structurant (et territorial) de l'activité touristique. La mobilité internationale n'étant pas rétablie, le tourisme international est à l'arrêt et tous les acteurs de la chaîne sont anéantis, renforçant en masse les effectifs de chômeurs en recherche de nouvelles orientations professionnelles. Le tourisme domestique est également victime d'une crise qui affecte encore plus durement les revenus et le moral des Français.

Hormis les séjours des Français dans la famille ou chez des amis, qui demeurent une solution « refuge », les locations entre particuliers deviennent les principales solutions qui font les beaux jours de plates-formes internationales de location, bien qu'utilisées uniquement par les Français pour leurs séjours en France. L'essor des formules de location entre particuliers favorise aussi le développement de nouveaux réseaux informels, ancrés sur un fort développement de réseaux solidaires de proximité.

Cette chute d'activité touristique se traduit par la multiplication des espaces touristiques sinistrés, où l'activité se limite à une très faible présence dans les résidences secondaires, dont une part importante est mise en vente sur un marché immobilier atone.

L'impact sur les acteurs des loisirs dépend essentiellement de leur localisation sur un bassin de population suffisant pour répondre aux besoins des locaux, pour un tourisme « d'excursions à la journée ». Cependant, la crise affecte le pouvoir d'achat des ménages, qui se tournent plutôt vers l'épargne lorsqu'ils en ont la possibilité.

Sources

« Accor et Bureau Veritas lancent un label autour des mesures sanitaires pour accompagner la reprise d'activité dans l'hôtellerie et la restauration », Communiqué de presse, 17 avril 2020.

URL : <https://www.bureauveritas.fr/newsroom/accor-et-bureau-veritas-lancent-un-label-autour-de-mesures-sanitaires-pour-accompagner-la>. Consulté le 19 mai 2020.

« Campings.com lance une charte d'engagements sanitaires la charte CAMPINGS CLEAN CARE+™ », *Tourmag*, 14 avril 2020. URL : https://www.tourmag.com/Campings-com-lance-une-charte-d-engagements-sanitaires_a103242.html. Consulté le 19 mai 2020.

« Crise Covid-19 : quand le secteur du Tourisme va-t-il bien pouvoir repartir ? », *LaQuotidienne.fr*, 20 avril 2020. URL : <https://www.laquotidienne.fr/crise-covid-19-comment-le-secteur-du-tourisme-va-t-il-pouvoir-repartir/>. Consulté le 19 mai 2020.

Baromètre campings.com, « Confinement - Peut-on encore rêver de vacances ? », 8 avril 2020.

BPI France, « Scénarios de sortie de crise pour le tourisme », 29 avril 2020.

BPI France, « 8^e Matinale Extendam de l'hôtellerie post-Covid-19 : être prêts pour la reprise ! », Webinar, 6 mai 2020.

CNT (Conseil national du tourisme), *Le Poids économique et social du tourisme*, CNT, 2010. URL : <https://www.entreprises.gouv.fr/tourisme/acteurs/cnt/publications/poids-economique-et-social-tourisme>. Consulté le 19 mai 2020.

DARES (Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques), « Situation sur le marché du travail au 14 avril 2020 ». URL : <https://dares.travail-emploi.gouv.fr/dares-etudes-et-statistiques/tableaux-de-bord/le-marche-du-travail-pendant-le-covid-19/tableaux-de-bord-hebdomadaires/article/situation-sur-le-marche-du-travail-au-14-avril-2020>. Consulté le 19 mai 2020.

DENISSELLE Guilain, « En plein #COVID19 Airbnb lève 1 Md de dollars et Amadeus 1,5 Md d'euros », *Tendances Hôtellerie*, 7 avril 2020. URL : <https://www.tendancehotellerie.fr/articles-breves/banque-finances-economie/13241-article/en-plein-covid19-airbnb-leve-1-mds-de-dollars-et-amadeus-1-5-mds-eur>. Consulté le 19 mai 2020.

DGE (Direction générale des entreprises), « Mémento du tourisme, édition 2018 », DGE, 2019. URL : <https://www.entreprises.gouv.fr/etudes-et-statistiques/memento-du-tourisme-edition-2018>. Consulté le 19 mai 2020.

ICAO (International Civil Aviation Organization), « Effects of Novel Coronavirus (Covid-19) on Civil Aviation: Economic Impact Analysis », ICAO, 23 avril 2020. URL : <https://www.icao.int/sustainability/Documents/COVID-19/ICAO%20Coronavirus%202020%2004%2023%20Econ%20Impact.pdf>. Consulté le 19 mai 2020.

LAINÉ Linda, « Hôtels, résidences, campings... : vers une norme sanitaire », *L'Écho touristique*, 14 avril 2020. URL : <https://www.lechotouristique.com/hotels-residences-campings-vers-une-norme-sanitaire.html>. Consulté le 19 mai 2020.

LAURENT Annabelle, « Covid-19 : la distanciation sociale va-t-elle durer plusieurs mois ? », *Usbek & Rica*, 1^{er} avril 2020. URL : <https://usbeketrica.com/article/covid-19-la-distanciation-sociale-peut-elle-durer-plusieurs-mois>. Consulté le 19 mai 2020.

MAILLE Pablo, « Le coronavirus va-t-il mettre fin au tourisme de masse ? », *Usbek & Rica*, 27 mars 2020. URL : <https://usbeketrica.com/article/le-coronavirus-va-t-il-mettre-fin-au-tourisme-de-masse>. Consulté le 19 mai 2020.

OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), « Coronavirus: The World Economy at Risk », *OECD Economic Outlook, Interim Report*, mars 2020. URL : <https://www.oecd.org/economic-outlook/>. Consulté le 19 mai 2020.

OFCE (Observatoire français des conjonctures économiques), « Évaluation au 20 avril 2020 de l'impact économique de la pandémie de Covid-19 et des mesures de confinement en France », *OFCE Policy Brief*, n° 66, 20 avril 2020. URL : <https://www.ofce.sciences-po.fr/pdf/pbrief/2020/OFCEpbrief66.pdf>. Consulté le 19 mai 2020.

OMT (Organisation mondiale du tourisme), « Évaluation de l'impact de la flambée de Covid-19 sur le tourisme international », OMT, 24 mars 2020. URL : <https://www.unwto.org/fr/evaluation-de-l-impact-de-la-flambee-de-covid-19-sur-le-tourisme-international>. Consulté le 19 mai 2020.

OXFORD ECONOMICS, « The Economic Impact of the Coronavirus Due to Travel Losses », 16 mars 2020. URL : https://www.ustravel.org/sites/default/files/media_root/document/Coronavirus_2020_Impacts_WEB.pdf. Consulté le 19 mai 2020.

STR-INEXTENSO, « Pas de retour à la normale avant 2022 au mieux dans l'hôtellerie », Web séminaire, 2 avril 2020.

TENDANCES HOTELLERIE, « Étude nationale API & YOU : les perspectives de consommation hôtellerie & restauration des Français après le confinement », Communiqué de presse, 10 avril 2020. URL : <https://www.tendancehotellerie.fr/articles-brevs/communiqu-de-presse/13259-article/etude-nationale-api-you-les-perspectives-de-consommation-hotellerie-restauration-des-francais-apres-le-confinement>. Consulté le 19 mai 2020.

VIGNON Émilie, « Coronavirus : “Le tourisme paiera encore l'addition en 2022” », *L'Écho touristique*, 7 avril 2020. URL : <https://www.lechotouristique.com/article/coronavirus-le-tourisme-paiera-encore-laddition-en-2022>. Consulté le 19 mai 2020.

VVF INGENIERIE, « Les Français et les vacances : 1^{ers} impacts du confinement », VVF (Villages vacances familles), 4 mai 2020.

XERFI, « Le rattrapage après-crise, les illusions perdues », vidéo du 21 avril 2020. URL : https://www.xerficanal.com/economie/emission/Olivier-Passet-Le-rattrapage-apres-crise-les-illusions-perdues_3748568.html. Consulté le 19 mai 2020.

XERFI, « La descente aux enfers de la consommation des ménages », vidéo du 24 avril 2020. URL : https://www.xerficanal.com/economie/emission/Alexandre-Mirlicourtois-La-descente-aux-enfers-de-la-consommation-des-menages_3748571.html. Consulté le 19 mai 2020.